



CHAPITRE 72

Loi concernant la Cité de la Pointe-aux-Trembles

[Sanctionnée le 8 décembre 1970]

Préambule.

ATTENDU que la Cité de la Pointe-aux-Trembles a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que des pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Approbation de règlements.

1. Nonobstant toute disposition contraire de toute loi générale ou spéciale, les règlements de la Cité de la Pointe-aux-Trembles autorisant l'emploi de deniers disponibles provenant de surplus de règlements d'emprunts autorisés par la Commission Métropolitaine de Montréal ou la Corporation de Montréal Métropolitain ou de résolutions d'emprunts adoptées par la Commission Métropolitaine de Montréal ou la Corporation de Montréal Métropolitain pour le compte de la Cité de la Pointe-aux-Trembles ne requièrent que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.

Modification de résolution.

2. Nonobstant toute disposition contraire de toute loi générale ou spéciale, la Cité de la Pointe-aux-Trembles est autorisée, par résolution approuvée par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, à modifier la résolution 50 adoptée par la

CHAPTER 72

An Act respecting the City of Pointe-aux-Trembles

[Assented to 8th December 1970]

Preamble.

WHEREAS the City of Pointe-aux-Trembles has by its petition represented that it is necessary for the proper administration of its affairs that it be granted special powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Approval of by-laws.

1. Notwithstanding any contrary provision of any general law or special act, the by-laws of the City of Pointe-aux-Trembles authorizing the use of moneys available from the surplus of loan by-laws authorized by the Montreal Metropolitan Commission or the Montreal Metropolitan Corporation, or of loan resolutions passed by the Montreal Metropolitan Commission or the Montreal Metropolitan Corporation for the account of the City of Pointe-aux-Trembles, shall require only the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission.

Amendment of resolution.

2. Notwithstanding any contrary provision of any general law or special act, the City of Pointe-aux-Trembles is authorized, by a resolution approved by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, to amend Resolution 50, passed by the Montreal

Commission Métropolitaine de Montréal le 9 septembre 1953, de telle sorte que soit imposé sur les biens fonds imposables situés dans le bassin de drainage apparaissant au plan portant le numéro 121 1263 préparé par les ingénieurs Lalonde, Girouard & Letendre, en date du 22 janvier 1970, le coût réel et exact des travaux exécutés moins les montants déjà payés, à raison de la superficie desdits immeubles.

Metropolitan Commission on the 9th of September 1953, so that there may be levied on the taxable real estate situated in the drainage basin shown on the plan bearing number 121 1263, prepared by Lalonde, Girouard & Letendre, engineers, and dated the 22nd of January 1970, the real and exact cost of the work done, less the amounts already paid according to the area of the said immoveables.

Pensions
autorisées.

3. La Cité de la Pointe-aux-Trembles est autorisée à adopter une résolution irrévocable accordant à Paul A. Trudeau une pension viagère annuelle de \$6,800 et à René McDuff, une pension viagère annuelle de \$3,850 payables à même le budget annuel de la Cité de la Pointe-aux-Trembles, à compter du 1^{er} juin 1970. Au cas de décès, cette pension sera payée à la veuve durant viduité, pour une période de cinq ans à compter de la date de la mise à la retraite.

3. The City of Pointe-aux-Trembles is authorized to pass an irrevocable resolution granting an annual life pension of \$6,800 to Paul A. Trudeau and an annual life pension of \$3,850 to René McDuff, payable out of the annual budget of the City of Pointe-aux-Trembles, from the 1st of June 1970. In the event of death, such pension shall be paid to the widow, during widowhood, for a period of five years from the date of superannuation.

Pensions
author-
ized.

Idem.

4. La Cité de la Pointe-aux-Trembles est autorisée à adopter une résolution irrévocable accordant à Lucien Beaudry une pension viagère annuelle augmentée à \$3,115, à Georges Guertin une pension viagère annuelle augmentée à \$600 et à Philippe Forget une pension viagère annuelle augmentée à \$650. Ces pensions sont payables à même le budget annuel de la Cité de la Pointe-aux-Trembles.

4. The City of Pointe-aux-Trembles is authorized to pass an irrevocable resolution granting to Lucien Beaudry an annual life pension increased to \$3,115, to Georges Guertin an annual life pension increased to \$600 and to Philippe Forget an annual life pension increased to \$650. Such pensions shall be payable out of the annual budget of the City of Pointe-aux-Trembles.

Idem.

Idem.

5. La Cité de la Pointe-aux-Trembles est autorisée à adopter une résolution irrévocable accordant à Roland Bleau une pension viagère annuelle de \$1,865 payable à même le budget annuel de la Cité de la Pointe-aux-Trembles, à compter du 1^{er} février 1971.

5. The City of Pointe-aux-Trembles is authorized to pass an irrevocable resolution granting an annual life pension of \$1,865 to Roland Bleau, payable out of the annual budget of the City of Pointe-aux-Trembles from the 1st of February 1971.

Idem.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.